



Rentrée 2026 : Imposons la riposte par le feu de la contestation Toutes et tous mobilisés le 29 septembre 2026 !

Le thermomètre frôlait les 40°C en France à l'été 1976, tout était terriblement sec, jauni, avec des températures anormalement élevées dès le mois de mai et les incendies de forêt étaient déjà alarmants (Charente-Maritime, Gironde, Bretagne, Bouches-du-Rhône et même Seine-et-Marne).

Les épisodes caniculaires répétés de 2003, 2019, 2022, 2025 et 2026 ont régulièrement atteint ou dépassé ces 40°C entraînant des conséquences toujours plus mortifères.

Après des décennies d'urbanisation marchande frénétique, de bétonnage capitaliste intensif, de milliers de suppressions de postes dans les effectifs publics en responsabilité du débroussaillage (comme les forestiers-sapeurs ou les agents de l'ONF), avec pour les sapeurs-pompiers professionnels des conditions de travail de plus en plus dégradées (effectifs insuffisants, manque d'anticipation, financements sous tension et organisation à bout de souffle), trois pompiers sont morts en intervention en juillet 2026, dont deux professionnels de 34 ans piégés dans leur camion-citerne près de Bordeaux :

Il n'y a pas de catastrophe naturelle, il n'existe que la catastrophe des politiques de la droite et de la gauche au pouvoir au service du mensonge capitaliste !

L'été 2026 a ravivé ce débat après plusieurs épisodes caniculaires particulièrement meurtriers. Santé Publique France a recensé 5764 décès en excès lors de la seule canicule de juin 2026, des études évoquent plus de 21 000 morts attribuables aux vagues de chaleur en France entre 2022 et 2025.

Vingt-trois ans après 2003, les gouvernements successifs avaient eu le temps de préparer le pays à ce type de scénario et ils n'ont rien fait !

Comme à chaque sujet grave, ils attendent de sortir de la tempête médiatique pour n'en tirer aucune leçon et continuer leur politique de casse sociale au service du Capital. Face à l'absence de réponse politique, les pompiers dénoncent l'inaction du gouvernement face à un système à bout de souffle et appellent d'ores et déjà à une mobilisation nationale le 29 septembre à Paris, le même jour que la mobilisation dans la Fonction Publique.

A Paris, l'exécutif dit « de gauche » prépare la suppression de 28 postes à la DCPA (Direction des Constructions Publiques et de l'Architecture), alors que ces professionnels sont indispensables pour transformer et moderniser le bâti parisien, condition première pour lutter contre les conséquences du réchauffement climatique !

Dans ce contexte, le gouvernement Lecornu prépare le projet de loi de finances (PLF) et le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2027, qui doivent être présentés en Conseil des ministres fin septembre, au plus tard le 6 octobre 2026 !

L'objectif des macronistes est de ramener le déficit public à environ 4,9% du PIB en 2027, avec des économies importantes, de l'ordre de 28 milliards d'euros et en parallèle d'augmenter le budget des armées, de 57 à 63 milliards d'euros. Pour ce faire, Bercy a remis sur la table une désindexation des retraites, avec un gel complet des pensions qui pourrait selon eux, générer environ 6 milliards d'euros d'économies.

D'autres mesures portent sur les remboursements de médicaments et la non prise en charge de certains dispositifs médicaux et dentaires, ainsi que sur le financement des affections de longue durée (ALD), qui concernait environ 13,7 millions de bénéficiaires en 2021. Les arrêts maladie sont aussi dans le viseur du gouvernement Lecornu !

En 25 ans, le point d'indice a perdu de l'ordre de 32,5 % de sa valeur. La smicardisation frappe comme jamais la fonction publique ! Pour atteindre le niveau du Smic, 862 000 agents publics perçoivent désormais une indemnité différentielle depuis le 1er juin 2026...

Edouard Philippe candidat (**Horizons**) pour 2027, l'auteur de la réforme des retraites de 2020 par points qui n'avait pas abouti en raison du rapport de force, défend un report de l'âge légal de départ à la retraite au-delà des 64 ans en voulant le repousser à 67 ans ! **Bruno Retailleau** candidat (**LR**) propose de reculer l'âge légal de départ à 65 ans, **Marine Le Pen** candidate (**RN**) se dit favorable à une part de capitalisation "volontaire", **Philippe Brun** candidat à la **primaire socialiste**, dit vouloir créer "un système mixte avec beaucoup de capitalisation »

Toutes et tous, en campagne pour 2027, au service du Capital, du patronat et de la bourgeoisie... Dans ce contexte de rentrée sociale explosive, les syndicats CGT du Comité de la ville de Paris, n'accepteront ni l'austérité programmée et choisie comme mode de gestion, ni les budgets de guerre au détriment des budgets pour les services publics locaux et la sécurité civile, ni la destruction de la Fonction publique de carrière et du Statut général des fonctionnaires !

Les syndicats CGT du comité de la Ville de Paris revendiquent :

- **Le plein emploi au statut à la Ville de Paris pour renforcer un service public de qualité et notre caisse de retraite la CNRACL, avec l'arrêt immédiat de la précarisation comme mode de recrutement ;**
- **L'augmentation des salaires par la valeur du point d'indice portée à 6,5 euros ;**
- **Une refonte complète des grilles indiciaires garantissant un réel déroulement de carrière, et une amélioration de tous les statuts spécifiques en répondant aux revendications de la CGT ;**
- **La retraite à taux plein à 60 ans maximum pour tous, 55 ans pour la catégorie active et 50 ans pour la catégorie insalubre avec bonifications pour ces deux catégories, après 37,5 années de cotisations, pour un montant garanti de 75% du traitement budgétaire calculé sur l'indice des 6 derniers mois d'activité. Le financement de la retraite doit impérativement rester basé sur la solidarité et sur le système de la répartition ;**
- **Un véritable plan de déprécarisation à la Ville de Paris ;**
- **L'arrêt de toutes les coupes budgétaires de fonctionnement, des suppressions de postes et des privatisations à la Ville de Paris ;**
- **Le maintien de l'APS annuelle pour les agents de la Ville de Paris, décorrélé de la santé ;**
- **Le maintien à 100% de la rémunération pour les agents en Congés Maladie.**

Pour rappel, Les syndicats CGT du Comité de la Ville de Paris réuniront à la rentrée l'ensemble des personnels de la Ville de Paris, **en assemblée générale le vendredi 25 septembre 2026 de 09h00 à 12H00 à la Bourse du travail centrale (République).**

Contre ce budget antisocial, ces politiques de destructions et ces annonces de programmes présidentiels mortifères, le souffle de la rentrée sociale 2026, avec des milliers d'appels à la grève CGT dans tous les secteurs d'activités, **doit illustrer l'ampleur et la radicalité de la colère sociale qui ne demande qu'à s'organiser et à s'exprimer :**

**FAISONS DU MARDI 29 SEPTEMBRE 2026,
UNE PREMIÈRE JOURNÉE DE GRÈVE
NATIONALE D'AMPLEUR DANS LA
FONCTION PUBLIQUE À L'APPEL DE LA CGT...**



28 août 2026